

(N° 323)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} JUIN 1923.

Projet de loi prorogeant le délai pour l'application aux concessions de tramways des tarifs de péage majorés.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La loi du 30 juin 1922 a prolongé le délai d'application de la loi du 31 décembre 1921, sous la condition, stipulée par celle-ci, en faveur du personnel, pour la majoration des taux de péage des concessions de tramways.

Deux commissions régionales, celles de Bruxelles et de Gand, ont terminé leurs études en vue de l'établissement d'un régime nouveau de tramways. Elles ont conclu, non pas à la résiliation des concessions et à la réadjudication de celles-ci par les soins du Gouvernement, ainsi que l'avait prévu la Législature, mais à la réalisation d'un accord entre le Gouvernement représentant les pouvoirs concédants, d'une part, et le concessionnaire.

Les travaux d'une troisième commission, celle d'Anvers, sont en bonne voie.

A Liège, l'administration communale elle-même, poursuivant les travaux de la commission, a pris l'initiative de nouvelles études dont il convient d'attendre le résultat.

Il est donc possible d'entrevoir dans un délai assez rapproché des solutions satisfaisantes, autres que le régime instable auquel sont soumis actuellement les concessionnaires de tramways, régime qui est défavorable à l'extension et à l'amélioration des services.

Pour cette raison, il a paru inutile de limiter par un nouveau délai la période transitoire à laquelle, au besoin, la Législature pourrait toujours mettre fin.

Le projet d'avenant aux contrats de concession de la Société anonyme des Tramways électriques de Gand, annexé au projet de loi, a été soumis à l'avis des communes intéressées et de la députation permanente. Le Gouvernement est donc en mesure de solliciter les pouvoirs nécessaires pour approuver éventuellement cette convention.

Celle-ci serait conclue entre le Ministre d'une part, au nom des pouvoirs concédants, et la Société des Tramways électriques de Gand, d'autre part. Elle serait soumise à l'approbation du Roi.

Moyennant autorisation de la Législature et l'approbation du Gouvernement, la lettre de la société en date du 3 novembre 1922, visée à l'article 8 de la

convention, et cette dernière seront des annexes aux cahiers des charges en vigueur, c'est-à-dire, que les divers pouvoirs concédants pourront appliquer les sanctions prévues par ces cahiers des charges, si le concessionnaire néglige de remplir ses obligations.

Les concessions octroyées à la société ont ceci de particulier, qu'outre quelques redevances à payer à l'Administration des chemins de fer de l'État, une redevance d'un caractère spécial est due à la ville de Gand.

Elle comprend une partie fixe et une partie qui est proportionnelle aux bénéfices distribués aux actionnaires.

Dans le régime nouveau, ce système est maintenu et son application est étendue :

- a) Aux réserves à constituer par la société;
- b) En faveur des communes suburbaines;
- c) Quant à la proportion servant de base au calcul de la redevance.

La formule aurait pu prêter à critique, si elle eût permis au concessionnaire de fixer arbitrairement les tarifs, sous la seule condition de faire jouir les administrations communales d'une part des bénéfices.

On a déterminé une échelle de variations du prix moyen d'un parcours, à raison des conditions économiques, caractérisées par les prix des salaires et de l'électricité.

Le point de départ est la situation actuelle. Le prix moyen variera par paliers de fr. 0,025 à la fois suivant les valeurs du salaire horaire moyen et du prix de l'électricité fournie par la ville de Gand.

La formule ne s'oppose pas à ce que les conditions actuelles de travail soient modifiées d'accord avec le patron et le personnel. Mais ces modifications sont soumises au préalable à l'assentiment d'une commission composée de délégués des pouvoirs publics, du concessionnaire et du personnel, si l'une des parties représentées à cette commission le demande.

La société prend des engagements en ce qui concerne sa participation à une caisse de pensions à constituer en faveur du personnel.

La formule proposée remédie aux défauts du forfait parce qu'elle limite les bénéfices éventuels. Elle établit une relation entre les tarifs et les dépenses et se prête donc à des variations de la valeur de la monnaie. Les conditions de travail du personnel sont stabilisées, mais l'intervention d'une commission spéciale s'oppose à l'abus au détriment du public.

La Députation permanente de la Flandre orientale et les Conseils communaux intéressés se sont ralliés au projet de convention, à l'exception du Conseil communal de Ledeborg.

Néanmoins le Conseil communal de Gand a fait quelques réserves auxquelles s'est ralliée la Députation permanente, et dont il a été tenu compte pour la rédaction définitive du projet de convention.

Le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics,

Baron RUZETTE.

ANNEXE

PROJET DE CONVENTION

en vue de substituer un régime définitif au régime provisoire d'exploitation
institué par l'arrêté royal du 14 novembre 1919.

Entre les soussignés :

.
agissant au nom des pouvoirs concédants;

d'une part,

et la Société anonyme des Tramways Electriques de Gand, représentée par . . .

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Objet de la convention.

ARTICLE PREMIER. — Les conditions d'exploitation du réseau des Tramways Électriques de Gand telles qu'elles sont fixées par les cahiers des charges régissant les diverses concessions, sont modifiées et complétées par les dispositions ci-après :

Tarifs.

ART. 2. — Les tarifs fixés par l'arrêté royal du 20 décembre 1920 restent en vigueur.

Ils seront modifiés d'après les variations du salaire horaire moyen des agents et ouvriers du tramway et celles du prix de l'énergie électrique.

Le salaire horaire moyen sera calculé en divisant le total des salaires et allocations de toute nature payés par la société au profit des agents et ouvriers des tramways au cours du mois précédent, par le nombre des heures de travail fournies par ces mêmes agents et ouvriers.

Le prix de l'énergie électrique est celui que la société paie à la ville de Gand par KWH de courant continu à 550 volts consommé pendant ce même mois.

Si S représente le salaire horaire moyen et C le prix de l'énergie électrique les modifications des tarifs seront réglées d'après les variations de la valeur :

$$F = S + 1.50 C.$$

On adoptera comme prix de base fr. 2.50 pour le salaire horaire moyen et fr. 0.30 pour le prix du courant, de sorte que l'on a comme valeur de base de F correspondant aux tarifs actuels :

$$F_0 = 2.50 + (1.50 \times 0.30) = \text{fr. } 2.95.$$

Pour des diminutions successives de fr. 0.30 — 0.35 — 0.35 — 0.40 —

0.40 — 0.45 de la valeur F, les tarifs seront réduits de telle façon que le prix moyen pour un voyage soit diminué successivement de fr. 0.025 (deux centimes et demi) par rapport au prix moyen par voyage pendant l'exercice 1922, qui a été de fr. 0.3008.

Les réductions des tarifs s'effectueront donc comme suit :

La 1 ^{re}	quand F sera égal ou inférieur à fr. 2.65 sans atteindre fr. 2.30				
La 2 ^e	id.	id.	2.30	id.	1.95
La 3 ^e	id.	id.	1.95	id.	1.55
La 4 ^e	id.	id.	1.55	id.	1.15
La 5 ^e	id.	id.	1.15	id.	0.70
La 6 ^e	id.	id.	0.70		

Si d'autre part F devient supérieur à 3 francs, les tarifs seront majorés de façon à établir entre le nouveau prix moyen d'un voyage et le prix de fr. 0.3008, la même proportion qu'entre la nouvelle valeur de F et la valeur de base : fr. 2.95.

La modification des tarifs n'aura lieu que lorsque le prix moyen d'un voyage devra, par application de ce calcul, être majoré d'au moins fr. 0.025 (deux centimes et demi).

Le prix moyen d'un voyage est le quotient de la division de la recette totale billets par le nombre de voyageurs correspondant, en prenant comme base les chiffres du mois précédent.

Les prix des abonnements varieront dans la même proportion que le prix moyen d'un voyage établi comme dit ci-dessus.

Lorsque les variations de la valeur F entraîneront, comme prévu ci-dessus, une modification des tarifs, les prix des billets des diverses catégories et le mode de tarification seront arrêtés par M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics en tenant compte des propositions de la société, la Députation permanente et les communes entendues, de manière à permettre leur mise en vigueur dans les trois mois de la notification au Ministre de la variation de la valeur F.

A la demande du concessionnaire, les tarifs pourront être fixés à un taux plus bas que celui prévu ci-dessus.

Le concessionnaire fera connaître mensuellement au Ministre le salaire horaire moyen, le prix de l'énergie électrique et le prix moyen d'un voyage.

Dispositions financières.

Redevances aux pouvoirs publics.

ART 3. — Pour calculer chaque année le montant des redevances à payer par la société aux communes, à partir de la mise en vigueur de la présente convention, on déduira du montant total des sommes affectées au service d'amortissement des obligations et des actions, à l'intérêt des obligations et aux dividendes distribués aux actionnaires :

1° La somme forfaitaire de 635,000 francs, représentant la valeur moyenne des sommes définies ci-dessus, pour les derniers exercices précédant la mise en vigueur de la présente convention ;

2° 10 % des sommes affectées éventuellement par la société à de nouvelles immobilisations.

L'excédent favorable éventuel E ainsi obtenu est la somme sur laquelle la Société des Tramways électriques de Gand paiera des redevances calculées à un taux plus élevé que celui fixé par la convention primitive.

Les redevances attribuées à la ville de Gand et aux communes suburbaines, sur les bénéfices distribués aux actionnaires, seront établies comme suit :

Le montant D des dividendes distribués aux actionnaires sera décomposé en deux parties (D-E) et (E).

Sur la partie (D-E) la Ville recevra la redevance de 17.05 % fixée par la convention primitive.

Sur la partie (E) la Société paiera au lieu des 17.05 % prévus par la convention primitive :

	A la ville de Gand.	Aux communes suburbaines.
Pour la 1 ^{re} tranche de deux cent mille francs (200,000 francs).	20 % (vingt p. c.)	5 % (cinq p. c.)
Pour la 2 ^e tranche de deux cent mille francs (200,000 francs).	25 % (vingt-cinq p. c.)	5 % (cinq p. c.)
Pour le solde	35 % (trente-cinq p. c.)	5 % (cinq p. c.)

La part revenant aux communes suburbaines sera répartie entre les communes de Ledeberg, Gentbrugge et Mont-Saint-Amand, au prorata du nombre de leurs habitants d'après le dernier recensement décennal.

ART. 4. — A l'expiration des concessions des lignes de tramways actuellement concédées à la société, ou en cas de déchéance ou de rachat éventuel de ces concessions avant la date fixée par les cahiers des charges pour leur expiration, on établira, à dire d'experts, le montant des réserves provenant des bénéfices d'exploitation non distribués en dividendes aux actionnaires, ni affectés à l'amortissement au pair des 35,000 actions émises antérieurement à la présente convention par le concessionnaire, bénéfices réalisés sur ces lignes, à partir du premier exercice auquel sera appliquée la présente convention.

Sur ce montant la société prélèvera la somme nécessaire pour remettre en bon état d'entretien les tramways et leurs dépendances, conformément aux prescriptions des cahiers des charges.

Le surplus, jusqu'à concurrence de six millions de francs sera réparti, à raison de soixante-cinq pour cent (65 %) pour la société, trente pour cent (30 %) pour la ville de Gand, et cinq pour cent (5 %) pour les communes suburbaines intéressées.

Le solde éventuel sera partagé à raison de soixante pour cent (60 %) pour la société, trente-cinq pour cent (35 %) pour la ville de Gand et cinq pour cent (5 %) pour les communes suburbaines intéressées.

La part des communes suburbaines sera répartie entre ces dernières communes au prorata de leurs populations d'après le dernier recensement décennal.

Il est rappelé qu'aux termes des cahiers des charges, le matériel roulant, les terrains, bâtiments, dépôts, machines et installations diverses, que le concessionnaire a fait ériger spécialement pour l'exploitation des lignes de tramways, ne doivent pas, en fin de concession, être cédés gratuitement aux pouvoirs concédants. Le prix de leur cession ou de leur réalisation fait partie de l'actif social et ne sera pas compris dans le montant des sommes donnant lieu à redevances ou répartition, excepté pour les biens de cette nature qui auraient été acquis par la société à l'aide de réserves constituées après la mise en vigueur de la présente convention.

Les experts seront nommés, le premier par la ville de Gand, le second par le concessionnaire. Ces deux experts nommeront de commun accord un tiers expert; à défaut d'accord ce dernier sera nommé par le tribunal compétent à la requête de la partie la plus diligente.

Personnel.

ART. 5. — A la demande de l'une des parties représentées dans la Commission définie ci-dessous, toute proposition éventuelle émanant de la société ou du personnel, tendant à modifier les salaires ou les avantages de toute nature d'une ou de plusieurs catégories d'agents ou d'ouvriers des tramways sera soumise à une commission présidée par M. le Gouverneur de la Flandre Orientale et composée comme suit :

- 2 délégués du Gouvernement.
- 2 id. de la Province.
- 2 id. de la ville de Gand.
- 3 id. de la société.
- 3 id. du personnel.

Cette commission aura à examiner en se basant sur les conditions de l'industrie locale, sur les salaires payés dans les services publics, sur ceux appliqués dans les autres exploitations de tramways du pays, et en tenant compte du coût de la vie, si les modifications proposées sont justifiées.

Elle décidera s'il y a lieu de donner suite à la proposition et dans quelle mesure.

La société s'engage à appliquer les décisions de la commission.

Rachat.

ART. 6. — Les tarifs n'étant modifiés, comme il est dit à l'article 2, que lorsque le prix moyen par voyage doit, par application des formules d'abaissement ou de relèvement des tarifs, être diminué ou augmenté d'au moins deux centimes et demi (fr. 0.025), il en résulte que pendant les périodes intermédiaires le revenu de la société se trouve augmenté ou diminué du montant des recettes provenant de la différence entre le prix moyen perçu par voyage et le prix moyen par voyage qui résulte de la proportion établie par ces formules.

En cas de rachat, le revenu net qui, aux termes des cahiers des charges, fixe l'annuité à payer à la société, sera établi d'après les recettes que celle-ci

aurait encaissées si le prix moyen par voyage avait été maintenu mensuellement, par rapport à la valeur F, dans la proportion fixée par les formules d'abaissement ou de relèvement des tarifs.

Dispositions générales.

ART. 7. — Toutes les clauses des cahiers des charges relatifs aux concessions actuelles, auxquelles il n'est pas expressément dérogé par la présente convention, resteront en vigueur.

ART. 8. — Le concessionnaire devra remplir les engagements stipulés dans sa lettre adressée au Ministre de l'Agriculture et des Travaux Publics sous la date du 6 avril 1923, et dont une copie certifiée conforme est annexée à la présente Convention.

ART. 9. — La présente convention, qui substitue un régime définitif au régime provisoire établi par les arrêtés royaux des 14 novembre 1919, 24 avril, 11 octobre et 20 décembre 1920, portera ses effets à partir du.

(S.) ADHÉMAR VERCRUISSE DE SOLART.

M. DE SMET DE NAYER.

TRAMWAYS ÉLECTRIQUES DE GAND
(Société anonyme)
Chaussée de Bruxelles, 107
GENTBRUGGE

Gand, le 6 avril 1923.

*Monsieur le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics,
à Bruxelles.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli un projet de convention dressé conformément aux propositions approuvées par la Commission gouvernementale instituée par l'arrêté ministériel du 31 mai 1922 et modifié d'après les amendements proposés par la ville de Gand et la Députation permanente du conseil provincial de la Flandre Orientale.

A condition que la convention proposée soit approuvée par les pouvoirs compétents et mises en vigueur, notre société prend les engagements suivants :

I. — Extensions du réseau.

La société construirait dans les délais ci-dessous les extensions suivantes :

1° De la porte d'Anvers par la chaussée de Termonde jusqu'à la rue de l'Avenir;

Délai : un an après la mise en vigueur de la convention proposée.

2° Du terminus de la ligne 3 (boulevard de Rooigem) par la chaussée de Bruges jusqu'à la limite de la ville de Gand;

Délai : comme au 1°.

3° Du terminus de la ligne 1 (canal de raccordement) jusqu'à la rue de la Santé, à proximité du cimetière communal;

Délai : comme au 1°.

4° Du pont du Romarin par le boulevard des Martyrs et le boulevard Albert jusqu'à la gare Saint-Pierre;

Délai : un an après la mise en exploitation des lignes mentionnées au 1°, 2° et 3°.

5° Prolongement de la ligne mentionnée au 1° jusqu'au pont de Gentbrugge;

Délai : un an après la mise en exploitation de la ligne mentionnée au 4°.

6° Prolongement de la ligne mentionnée au 2° jusqu'à Mariakerke, à la bifurcation de la chaussée de Bruges;

Délai : un an après la mise en exploitation de la ligne mentionnée au 5°.

7° Prolongement de la ligne mentionnée au 3° par l'avenue Ferrer jusqu'à la place Van Bever.

Délai : un an après la mise en exploitation de la ligne mentionnée au 5°.

Les délais ci-dessus ne sont valables que pour autant que les concessions et les autorisations à accorder par les pouvoirs publics soient obtenues en temps opportun ; ils pourraient, en outre, être prorogés si le prix des rails à mettre en œuvre dépassait 650 francs la tonne au moment où la construction devrait être entamée.

II. — Personnel.

a) Statut.

Le statut du personnel résultat des conventions antérieures suivant texte approuvé en séance du 12 octobre 1922 de la Commission gouvernementale reste en vigueur.

b) Pensions.

A partir du premier exercice auquel sera appliquée la convention nouvelle, la société créera un fonds de pension auquel elle versera trois pour cent (3 %) du montant annuel des salaires et des appointements de ses agents et ouvriers, à condition que ceux-ci s'engagent à faire à ce même fonds des versements comme suit : en attendant que la loi n'en dispose autrement les versements du personnel seront au moins d'un et demi pour cent ($1\frac{1}{2}$ %) du montant annuel des salaires et appointements.

Lorsque la loi définitive sur les pensions sera arrêtée, M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics nommera une commission composée de délégués de la société et du personnel en nombre égal et présidée par un délégué du Ministre.

Cette commission statuera sur l'emploi du fonds ainsi créé et établira éventuellement les statuts d'une caisse de pension alimentée à l'aide des versements indiqués ci-dessus.

Nous espérons, Monsieur le Ministre, que vous voudrez bien réserver un accueil favorable à notre proposition et nous vous prions d'agréer l'hommage de notre haute considération.

Deux administrateurs,

(S.) ADH. VERCRUISSE DE SOLART,

M. DE SMET DE NAEYER.

(10)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 JUNI 1923.

**Wetsontwerp tot verlenging van het tijdbestek voor de toepassing
der verhoogde tarieven op de tramwegvergunningen.**

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wet van 30 Juni 1922 heeft het tijdsbestek verlengd voor toepassing der wet van 31 December 1921, op de door deze bepaalde voorwaarde ten voordeele van het personeel, tot verhooging der tarieven van tramwegvergunningen.

Twee gewestelijke Commissiën, te weten van Brussel en van Gent, hebben hunne studie tot het vaststellen van een nieuw tramwegstelsel beëindigd. Zij hebben niet besloten de vergunningen op te zeggen en door bemiddeling der Regeering weder aan te besteden, zooals door de Wetgeving werd voorzien; maar tot het uitwerken van een akkoord tusschen de Regeering uit naam der vergunnende machten eenerzijds, en den vergunninghouder.

De werkzaamheden eener derde commissie, namelijk van Antwerpen gaan goed vooruit.

Te Luik zet het gemeentebestuur zelf de werkzaamheden der commissie voort. Het heeft een nieuw onderzoek op touw gezet, waarvan de uitslagen dienen afgewacht.

Voldoening gevende oplossingen, buiten het onstandvastig stelsel waaraan thans de vergunninghouders van tramwegen onderworpen zijn, hetwelk nadeelig is aan uitbreiding en verbetering der diensten, mogen dus in afzienbaren tijd verwacht worden.

Daarom scheen het overbodig, door een nieuw uitstel, het overgangstijdvak te beperken, waaraan de Wetgeving desnoods altijd een einde kan stellen.

Het ontwerp van aanhangsel aan de vergunningsovereenkomsten der Naamlooze vennootschap « Tramways électriques de Gand » gevoegd bij het wetsontwerp, werd voor advies aan de belanghebbende gemeenten en de Bestendige Deputatie voorgelegd. De Regeering is aldus in staat om de noodige machtiging te verzoeken tot gebeurlijke goedkeuring dezer overeenkomst.

Deze zou eenerzijds door den Minister uit naam der vergunnende machten, en anderzijds door de « Société des Tramways électriques de Gand » gesloten worden. Zij zou den koning ter goedkeuring worden voorgelegd.

Mits oorlof der Wetgeving en goedkeuring der Regeering zouden de brief van 3 November 1922 der maatschappij, waarvan spraak in artikel 8 der overeenkomst, en ook deze laatste, aan het bestaande lastenboek toegevoegd worden; 't is te zeggen dat de verschillende vergunnende machten de door deze lasten-

boeken voorziene straffen zouden kunnen toepassen, indien de vergunninghouder het volbrengen zijner verbintenissen verwaarloosde.

De aan de maatschappij verleende vergunningen onderscheiden zich daardoor, dat er buiten enkele vergoedingen aan het Beheer van Staatsspoorwegen te betalen, ook eene vergoeding van bijzonderen aard aan de stad Gent uit te keeren is.

Zij bestaat uit een vast gedeelte en een deel in verhouding met de aan de aandeelhouders uitgekeerde winsten. Deze schikking wordt in het nieuwe stelsel behouden en de toepassing wordt er van uitgebreid :

- a) Tot de reserven door de Maatschappij samen te stellen;
- b) Ten voordeele der voorsteden;
- c) Voor wat de verhouding betreft die ten grondslag ligt bij de berekening der vergoeding.

De formule had aanleiding tot bedillen kunnen geven, indien zij het den vergunninghouder hadde mogelijk gemaakt, willekeurige tarieven te bepalen, alleenlijk, mits de gemeentebesturen te laten genieten van een gedeelte der winsten.

Een veranderingsrooster van den middelmatigen prijs eener reis werd opge maakt, in verhouding met de economische toestanden, uitgedrukt door den prijs der loonen en der electriciteit.

Als uitgangspunt dient de tegenwoordige toestand. De middelmatige prijs zal schommelen volgens de waarden van het gemiddeld uurloon en den prijs der electriciteit door de stad Gent geleverd, met trapsgewijze vermeerderingen of verminderingen, telkens van fr. 0,025.

De formule staat eene verandering der huidige werkvoorwaarden, in gemeenzaam overleg tusschen patroon en personeel, niet in den weg. Deze veranderingen worden echter vooraf ter goedkeuring voorgelegd aan een raad van afgevaardigden der openbare machten, van den vergunninghouder en van het personeel, indien een der partijen, die in dezen raad zetelen, zulks vraagt.

De maatschappij verbindt zich stortingen te doen in een ten bate van het personeel te stichten pensioenkas.

De voorgestelde formule verhelpt de nadeelen van vooraf vastgestelde prijzen, daar zij de gebeurlijke winsten beperkt. Zij stelt eene verhouding vast tusschen de tarieven en de uitgaven en schikt zich alzoo naar de afwisseling der geldwaarde. De werkvoorwaarden van het personeel zijn in evenwicht gebracht, wijl de bemoeiing eener bijzondere commissie alle misbruik ten nadeele van het publiek verhindert.

De Bestendige Deputatie van Oost-Vlaanderen en de belanghebbende gemeenteraden — Ledeberg uitgezonderd — hebben het ontwerp der overeenkomst goedgekeurd.

De Gemeenteraad van Gent heeft nochtans eenig voorbehoud gemaakt, waarbij de Bestendige Deputatie zich heeft aangesloten en waarvan rekening werd gehouden bij het eindopstel van het overeenkomstontwerp.

De Minister van Landbouw en Openbare Werken,
Baron RUZETTE.

BIJLAGE

VOORSTEL VAN OVEREENKOMST

ten einde het voorloopig stelsel tot stand gebracht door het ministeriëel besluit
van 14 November 1919, door een definitief stelsel te vervangen.

Tusschen ondergeteekenden :

.
handelend in naam van de vergunninggevende machten

eenerzijds,

en de Maatschappij der Elektrieke Tramwegen van Gent, vertegenwoordigd
door

anderzijds,

is overeengekomen wat volgt :

Doel van de overeenkomst.

EERSTE ARTIKEL. — De voorwaarden der uitbating van het net der elektrische tramwegen van Gent, zooals zij bepaald zijn door de lastenkobieren die de verschillende vergunningen beheeren, zijn gewijzigd en aangevuld door volgende schikkingen :

Tarieven.

ART. 2. — De tarieven vastgesteld door het koninklijk besluit van 20 December 1920, blijven van kracht.

Zij zullen gewijzigd worden volgens de veranderingen van het gemiddelde uurloon der agenten en werklieden der tramwegen en ook van den prijs der elektrische kracht.

Het gemiddelde uurloon zal berekend worden door de deeling der gezamenlijke loonen en alle andere voordeelen die door de maatschappij aan de agenten en werklieden der tramwegen in den loop der vorige maand verleend werden, door het getal werkuren door dezelfde agenten en werklieden geleverd.

De prijs der elektrische kracht is deze door de maatschappij aan de stad Gent betaald voor een kilowat gelijkstroom van 550 volt, gedurende dezelfde maand gebruikt.

Indien S het gemiddelde uurloon is, en C de prijs der elektrische kracht, zoo zullen de tariefwijzigingen geregeld zijn volgens de veranderingen van de waarde :

$$F = S + 1.50 C.$$

Als basisprijzen zullen aangenomen worden het gemiddelde daguurloon van fr. 2.50 en de prijs van fr. 0.30 van den elektrischen stroom, zoodat men

zal hebben als basis waarde van F overeenkomende met de tegenwoordige tarieven :

$$F_0 = 2.50 (1.50 \times 0.30) = \text{fr. } 2.05.$$

Voor opeenvolgende verminderingen van fr. 0.30-0.35-0.35-0.40-0.40-0.45 van de waarde van F, zullen de tarieven derwijze verminderd worden dat de gemiddelde prijs van eene reis opeenvolgend verminderd worde met twee centiem en half (fr. 0.025) vanaf den gemiddelde prijs per reis gedurende het uitabtingsjaar 1922 welke was : fr. 0.3008.

De tariefverminderingen zullen zich dus als volgt voordoen :

De 1^e wanneer F gelijk zal zijn met, of minder dan fr. 2.65 zonder tot fr. 2.30 te vallen.

De 2^e wanneer F gelijk zal zijn met, of minder dan fr. 2.30 zonder tot fr. 1.95 te vallen.

De 3^e wanneer F gelijk zal zijn met, of minder dan fr. 1.95 zonder tot fr. 1.55 te vallen.

De 4^e wanneer F gelijk zal zijn met, of minder dan fr. 1.55 zonder tot fr. 1.15 te vallen.

De 5^e wanneer F gelijk zal zijn met, of minder dan fr. 1.15 zonder tot fr. 0.70 te vallen.

De 6^e wanneer F gelijk zal zijn met of minder dan fr. 0.70.

Indien van de andere zijde F hooger wordt dan 3 frank zullen de tarieven derwijze verhoogd worden dat men tusschen den gemiddelden prijs van eene reis en den prijs van fr. 0,3008 dezelfde verhouding bekome als tusschen de nieuw waarde van F en de basis waarde : fr. 2.95.

De veranderingen van de tarieven zullen maar geschieden als de gemiddelde prijs van eene reis door toepassing van deze berekening ten minste met fr. 0.025 moet verhoogd worden.

De gemiddelde prijs van eene reis is het quotient der deeling van de totale ontvangsten voortkomende van den verkoop der tickets, door het daarop beantwoordende getal reizigers, met de cijfers der vorige maand als basis.

De prijzen der abonnementen zullen in dezelfde evenredigheid veranderen als de gemiddelde prijs per reis die zal vastgesteld worden als hooger gezegd.

Wanneer de veranderingen der waarde van F eene verandering der tarieven zooals hooger voorzien, zouden veroorzaken, dan zullen de prijzen der verschillende categoriën der biljetten en de wijze van toepassing der tarieven door den heer Minister van Landbouw en van Openbare werken vastgesteld worden nota houdend van de voorstellen der maatschappij, na Bestendige Deputatie en gemeenten gehoord te hebben, derwijze dat zij kunnen toegepast worden binnen de drie maand die volgen op de kennisgeving aan den Minister van de waardevermindering van F.

Op aanvraag van den vergunninghouder mogen de tarieven lager gehouden worden dan door voorgaande regelen voorzien is.

Maandelijks zal de vergunninghouder den Minister, het gemiddelde uurloon, den prijs der electrische drijfkracht en den gemiddelden prijs eener reis laten kennen.

Financiële schikkingen.*Vergoedingen aan de openbare besturen.*

ART. 3. — Om jaarlijks de vergoedingen te berekenen die van den datum der inwerkingtreding van de tegenwoordige overeenkomst door de maatschappij aan de gemeenten moeten betaald worden, zal men, van het totaal beloop der sommen die besteed worden aan de delging der obligatiën en der aandelen, aan de interesten der obligatiën en aan de dividenden die aan de aandeelhouders verdeeld worden, volgende sommen aftrekken :

1° Een bij overeenkomst bepaalde som van 635,000 frank die de middelwaarde verbeeldt van hooger aangeduide sommen, voor de laatste bedrijfsjaren die het inwerkingtreden van deze overeenkomst voorafgaan;

2° 10 t. h. der sommen die in 't voorkomend geval door de maatschappij besteed zouden worden aan nieuwe beleggingen;

Het eventueel batig overschot E dat men zoo bekomt is de som waarop de maatschappij renten zal moeten betalen, aan een hoogere berekening dan deze vastgesteld door de vroegere overeenkomst.

De vergoedingen aan de stad Gent en aan de gemeenten toegekend en berekend op de winsten die onder de aandeelhouders verdeeld worden, zullen volgenderwijze vastgesteld zijn :

Het beloop D der dividenden verdeeld aan de aandeelhouders zal verdeeld worden in twee deelen (D-E) en E.

Op het deel (D-E) zal de stad de vergoeding bekomen van 17.05 t. h. in de oorspronkelijke conventie vastgesteld.

Op het deel (E) zal de maatschappij, in plaats van de 17.05 t. h. de oorspronkelijke conventie vastgesteld betalen :

	Aan de stad Gent	Aan de voorsteden.
Voor de eerste 200,000 frank (twee honderd duizend). . .	20 % (twintig t. h.)	5 % (vijf t. h.).
Voor de tweede 200,000 frank (twee honderd duizend). . .	25 % (vijf en twintig t. h.)	5 % (vijf t. h.).
Voor het overige deel. . .	35 % (vijf en dertig t. h.)	5 % (vijf t. h.).

Het deel dat aan de voorsteden toekomt zal verdeeld worden tusschen Ledeberg, Gentbrugge en Sint-Amandsberg, in verhouding met het getal der bevolking volgens de laatste tienjarige optellingen.

ART. 4. — Op het einde der vergunningen der tramlijnen tegenwoordig aan de maatschappij toegestaan, of in geval van vervallen verklaring of in geval van eventueelen terugkoop dezer vergunningen vóór den tijd die door de lastenboeken bepaald is als einde der vergunningen, zal men door experten het bedrag der reserven doen vaststellen, voortkomende van uitbatingswinsten die aan de aandeelhouders niet verdceld werden onder vorm van dividenden, noch verbruikt werden tot het delgen aan pari der 35,000 aandelen vóór het afsluiten van het tegenwoordig verdrag door den vergunninghouder uitgegeven, uitbatingswinsten

op deze lijnen verwezenlijkt te rekenen van het eerste jaar waarop de tegenwoordige overeenkomst zal toegepast worden.

Op dit bedrag zal de maatschappij de noodige som voorafnemen om de tramwegen en aanhoorigheden in goeden staat van onderhoud te stellen volgens de bepalingen van de lastenboeken.

Het overschot tot een bedrag van 6.000.000 frank (zes millioen frank) zal verdeeld worden als volgt : 65 % (vijf en zestig per honderd) aan de maatschappij; 30 % (dertig per honderd) aan de stad Gent en 5 % (vijf per honderd) aan de belanghebbende voorsteden.

Het daarna gebeurlijk overblijvend saldo zal verdeeld worden in 60 % (zestig per honderd) aan de maatschappij; 35 % (vijf en dertig per honderd) aan de stad Gent en 5 % (vijf per honderd) aan de belanghebbende voorsteden.

Het deel toekomende aan de voorsteden zal tusschen deze laatste gemeenten verdeeld worden in evenredigheid met het getal hunner bevolking volgens de laatste tienjarige optelling.

Er wordt herinnerd dat luidens de lastenboeken het rollend materieel, de gronden, de gebouwen, de stelplaatsen, de machienen en de verschillende inrichtingen welke de vergunninghouder speciaal voor de uitbating der tramlijnen opgericht heeft, op het einde der vergunning niet kosteloos aan de vergunninggevers moeten afgestaan worden. De som waarvoor ze zouden afgestaan of gerealiseerd worden maakt deel uit van het sociaal actief en zal niet begrepen worden in het beloop der sommen die aanleiding geven tot renten of verdeling; uitgenomen voor de goederen van zulken aard die de maatschappij zou aangewerfd hebben bij middel van reserves die na het invoegetreten der tegenwoordige conventie zouden gevormd geweest zijn.

De experts zullen benoemd worden; de eerste door de stad Gent, de tweede door den vergunninghouder. Deze beide experts zullen in gezamenlijk akkoord een derden expert noemen; bij gebrek aan dit akkoord zal deze genoemd worden door de bevoegde rechtbank, op aanvraag van de meest aandringende partij.

Personeel.

ART. 5. — Op aanvraag van eene der partijen die vertegenwoordigd zijn in de hierna bepaalde Commissie zullen alle gebeurlijke voorstellen, uitgaande van de maatschappij of van het personeel ten einde de dagloonen of andere voordeelen van gelijk welken aard voor eene of meer categorien van agenten en werklieden der electrische tramwegen te zien veranderen, moeten onderworpen worden aan eene Commissie voorgezeten door den heer Gouverneur en samengesteld als volgt :

2	afgevaardigden van de Regeering.
2	id. id. Provincie.
2	id. id. Stad Gent.
3	id. id. Trammaatschappij.
3	id. van het Personeel.

Deze Commissie, zich steunende op de voorwaarden der plaatselijke nijverheid,

op de loonen betaald in de openbare diensten en op deze in voege in de andere tramuitbatingen van het land, en rekening houdende van de duurte van het leven, zal onderzoeken of de voorgestelde veranderingen gegrond zijn.

Zij zal beslissen of er aan het voorstel gevolg moet gegeven worden en in welke mate.

De maatschappij neemt de verbintenis zich aan de besluiten der commissie te onderwerpen.

Terugkoop.

ART. 6. — Daar, zooals in artikel 2 gezegd, de tarieven slechts veranderd worden wanneer de gemiddelde prijs per reis, volgens de toepassingen der formule van verlenging of verhooging der tarieven moet verminderd of verhoogd worden, met ten minste fr. 0.025, spruit daaruit voort dat gedurende de tussenperioden het inkomen der maatschappij zich vermeerderd of vermindert van het beloop der ontvangsten die voortkomen van het verschil tusschen den ontvangen prijs per reis en den gemiddelden prijs per reis die voortspruit uit de evenredigheid die door deze formules vastgesteld is.

In geval van terugkoop zal het netto inkomen dat volgens de termen der lastenboeken de jaarlijksche rente voorstelt die aan de maatschappij moet betaald worden, bepaald worden volgens de ontvangsten die gezegde maatschappij zou ingecasseerd hebben indien de gemiddelde prijs per reis maandelijks behouden geweest was tegenover de waarde van F in de evenredigheid die vastgesteld is door de formules van verhooging of verlaging der tarieven.

Algemeene schikkingen.

ART. 7. — Al de bepalingen van de lastenboeken betrek hebbende op de nu bestaande vergunningen, die door de tegenwoordige overeenkomst niet uitdrukkelijk gewijzigd worden zullen van kracht blijven.

ART. 8. — De vergunninghouder zal de verbintenissen moeten vervullen die vervat zijn in zijn schrijven aan den Minister van Landbouw en Openbare Werken van 6 April 1923 waarvan een gelijkvormig afschrift aan deze overeenkomst toegevoegd is.

ART. 9. — De tegenwoordige overeenkomst welk een definitief stelsel in plaats stelt van het voorloopig stelsel door de koninklijke besluiten van 14 November 1919, 24 April, 11 October, 20 December 1920 vastgesteld, zal in werking treden te rekenen van

(Get.) ADHÉMAR VERCRUYSE DE SOLART.

M. DE SMET DE NAYER.

TRAMWAYS ÉLECTRIQUES DE GAND
(Société anonyme)
Chaussée de Bruxelles, 107
GENTBRUGGE

Gent, den 6^e April 1923.

*Den Heer Minister van Landbouw en Openbare Werken,
te Brussel.*

MIJNHEER DE MINISTER,

Wij hebben de eer U hierbij een nieuw voorstel van overeenkomst te laten geworden, opgesteld in overeenstemming met de voorstellen aangenomen door de, bij het ministeriëel besluit van 31^e Mei 1922, ingestelde Commissie en gewijzigd volgens de veranderingen aanbevolen door de stad Gent en door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad van Oost-Vlaanderen.

Op voorwaarde dat de voorgestelde overeenkomst goedgekeurd worde door de bevoegde machten, en in voege gebracht worde, neemt onze Maatschappij de volgende verbintenissen :

I. — Uitbreiding van het net.

De Maatschappij zou binnen de hieronder bepaalde termijnen de volgende uitbreidingen aanleggen :

1^o Van de Antwerpsche Poort langs den Dendermondschensteenweg tot aan de Toekomststraat ;

Termijn : een jaar naar het inwerkingtreden van de voorgestelde overeenkomst.

2^o Van terminus der lijn 3 (Rooigemlaan) tot aan de grens van de stad Gent ;

Termijn : zooals voor 1^o.

3^o Van terminus der lijn 1 (Verbindingskanaal) tot dicht bij het Gemeentekerkhof (Gezondheidsstraat) ;

Termijn : zooals voor 1^o.

4^o Van de Romarynbrug langs de Martelaarslaan en de Albrechtlaan tot aan de statie Gent-Sint-Pieters ;

Termijn : een jaar na het begin der uitbating der lijnen vermeld onder 1^o, 2^o en 3^o.

5^o Verlenging der lijn vermeld onder 1^o tot aan de brug van Gentbrugge ;

Termijn : een jaar na het begin der uitbating der lijn vermeld onder 4^o.

6^o Verlenging der lijn vermeld onder 2^o tot aan de vertakking van den Brugschenschensteenweg te Mariakerke ;

Termijn : een jaar na het begin der uitbating der lijn vermeld onder 5^o.

7^o Verlenging van de lijn vermeld onder 3^o langs de Ferrerlaan tot aan de Van Beverplaats ;

Termijn : een jaar na het begin der uitbating der lijn vermeld onder 5^o.

De hooger aangegeven termijnen zijn maar geldig in zoover dat de vergunningen en toelatingen, die door de openbare besturen moeten gegeven worden, op tijd bekomen worden; in geval de te gebruiken riggels meer dan 650 frank per ton zouden kosten op het oogenblik dat het aanleggen zou moeten begonnen worden, zouden bedoelde termijnen mogen verlengd worden.

II. — Personeel.

a) Statuten.

De statuten van het personeel, zooals zij vastgesteld werden door vroegere overeenkomsten, volgens tekst goedgekeurd in zitting van de Staatscommissie voor Gent in datum van 12 October 1922, blijven van kracht.

b) Pensioenen.

Te beginnen van het eerste bedrijfsjaar waarop de nieuwe overeenkomst zal toegepast worden zal de maatschappij een pensioenfonds vormen waarin zij jaarlijks drie ten honderd (3 t. h.) van het beloop der jaarlijksche loonen en wedden zal storten op voorwaarde dat de agenten zich verbinden stortingen in dezelfde kas te doen zooals volgt : in afwachting dat de wet er anders over beschikke zal de minste storting van het personeel een en half ten honderd (1 1/2 t. h.) van de jaarlijksche loonen en wedden zijn.

Wanneer de definitieve wet op de pensioenen zal uitgevaardigd worden, zal de Minister van Landbouw en van Openbare Werken eene commissie benoemen die samengesteld is uit afgevaardigden van de maatschappij en van het personeel in gelijk getal, en voorgezeten door een afgevaardigde van den Minister.

Deze commissie zal besluiten nemen aangaande het gebruik van het fonds dat zoo zou gevormd zijn en zal desgevallend de grondslagen eener pensioenkas vaststellen die zou gevoed zijn bij middel van de hooger aangeduide stortingen.

Wij hopen, Mijnheer de Minister, dat gij aan ons voorstel een gunstig onthaal zult voorbehouden, en wij bidden U de verzekering onzer hoogachting te aanvaarden.

Twee Beheerders :

(Get.) Adh. VERCRUYSE DE SOLART.

M. DE SMET DE NAYER.

(10)

ANNEXE AU N° 323.**BIJLAGE VAN N° 323.**

Projet de loi prorogeant le délai pour l'application aux concessions de tramways des tarifs de péage majorés.

Wetsontwerp tot verlenging van het tijdbestek voor de toepassing der verhoogde tarieven op de tramwayvergunningen.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi suivant sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Le délai d'application de la loi du 30 juin 1922, est prorogé jusqu'à la mise en vigueur d'un régime nouveau d'exploitation des tramways, successivement pour chaque groupe de concessions accordées au même concessionnaire.

ART. 2.

Le Gouvernement est autorisé à approuver la convention à conclure éventuellement entre le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics et

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Landbouw en Openbare Werken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Volgend ontwerp van wet zal, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers ingediend worden :

EERSTE ARTIKEL.

Het tijdbestek van toepassing der wet van 30 Juni 1922 wordt verlengd tot het oogenblik waarop een nieuw uitbatingssstelsel van tramwegen, opvolgentlijk voor elken groep van vergunningen aan denzelfden vergunninghouder verleend, zal toegepast worden.

ART. 2.

De Regeering is gemachtigd de overeenkomst goed te keuren, welke gebeurlijk tusschen den Minister van Landbouw en Openbare Werken en de « Société

la Société anonyme des Tramways
Électriques de Gand, suivant le projet
annexé à la présente loi.

anonyme des Tramways Électriques de
Gand », volgens het voorstel aan deze
wet toegevoegd, zal gesloten worden.

Donné à Bruxelles, le 28 mai 1923.

Gegeven te Brussel, den 28^e Mei 1923.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Ministre de l'Agriculture et des
Travaux publics,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Landbouw en Openbare
Werken,*

B^{on} RUZETTE.
